



SOCIÉTÉ NATIONALE DES HYDROCARBURES NATIONAL HYDROCARBONS CORPORATION

B.P : 955 Yaoundé, Cameroun - Tél: (+237) 222 201 910 - Fax: (+237) 222 209 869 - Site web : www.snh.cm

Note de clarification relative aux récentes publications médiatiques internationales sur la stratégie gazière du Cameroun

Le 2 juillet 2026, le média français Africa Intelligence a publié un article intitulé « Comment la Société nationale des hydrocarbures a fait dérailler la stratégie gazière du pays », présentant la fin des opérations du FLNG Hilli Episeyo au Cameroun comme un déraillement total de la stratégie gazière camerounaise, qu'il impute à la gestion de la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH). Cet article comporte des biais manifestes tant dans la sélection des éléments chronologiques que dans la présentation des faits, ce qui nécessite une mise au point.

Le succès ou l'échec d'une stratégie énergétique nationale ne se mesure jamais à l'aune du départ d'une seule plateforme, mais à la fluidité de la relève des ressources, à la robustesse du portefeuille contractuel et à la continuité des flux de capitaux internationaux. Selon ces critères, la stratégie gazière du Cameroun n'a nullement « déraillé » ; elle traverse au contraire sa phase de développement la plus active de ces dernières années. La réalité est la suivante : le secteur amont pétrolier et gazier camerounais est en train de passer résolument d'une dépendance à un actif mature unique vers un portefeuille de ressources diversifié et résilient - il s'agit d'une transition structurelle planifiée et volontaire, et non d'un désordre subi.

Isoler un fragment de ce processus en occultant sa globalité pour en conclure à un échec stratégique relève de la généralisation abusive et ne contribue pas à une compréhension objective des perspectives énergétiques du Cameroun par la communauté internationale. La SNH estime nécessaire de rétablir les faits et de présenter le tableau complet.

I. Les faits : le cycle d'investissement amont camerounais est en pleine relance

Au cours des douze derniers mois, le secteur amont camerounais a enregistré une série d'avancées substantielles et concrètes.

Premièrement, le champ gazier transfrontalier Yoyo-Yolanda est officiellement entré en phase de développement. Le 3 février 2026, le Cameroun et la Guinée équatoriale ont signé un accord d'unitisation, levant un obstacle majeur au développement conjoint des ressources gazières transfrontalières en mer. Ce champ recèle des réserves géologiques estimées à environ 2 500 milliards de pieds cubes, pour un investissement total d'environ 4 milliards de dollars US, sous la conduite de Noble Energy, filiale du groupe américain Chevron, avec la possibilité d'exploiter les infrastructures régionales de liquéfaction et d'exportation existantes. Il s'agit de l'un des plus importants projets de développement gazier du Cameroun à ce jour, dont la portée stratégique dépasse de loin celle d'une plateforme flottante.

Deuxièmement, l'appel d'offres international portant sur neuf blocs progresse dans les délais et a déjà produit des résultats. Le 1er août 2025, la SNH a lancé un appel d'offres international proposant simultanément 9 blocs d'exploration et de production couvrant les deux principaux bassins pétroliers et gaziers du pays, Rio del Rey et Douala/Kribi-Campo. À ce jour, 5 blocs sont entrés en phase de négociation de contrats de partage de production (CPP) : la compagnie pétrolière indépendante américaine Murphy (Murphy West Africa) a remporté 4 blocs, tandis qu'Octavia Energy a obtenu le bloc Bolongo dans le bassin de Rio del Rey.

Troisièmement, des compagnies internationales dotées d'une expertise en eaux profondes et en développement gazier continuent d'entrer sur le marché. Chevron figure parmi les plus grandes compagnies énergétiques intégrées au monde, et Murphy est une compagnie pétrolière indépendante internationale possédant une riche expérience opérationnelle en eaux profondes dans le Golfe du Mexique. L'entrée successive de ces deux acteurs dans le secteur amont camerounais constitue en soi une reconnaissance substantielle du potentiel des ressources et de l'environnement d'investissement du pays.

Les faits sont là : le constat selon lequel aucun nouveau contrat n'aurait été signé depuis des années et le



portefeuille d'exploration stagnerait, est en contradiction totale avec ce qui se passe actuellement dans le secteur amont camerounais. Les voies de relève des ressources sont ouvertes, et un nouveau cycle d'exploration et de développement est lancé.

II. Rétablir la vérité : rectification point par point des cinq inexactitudes de l'article

1. Sur l'affirmation selon laquelle le départ du Hilli Episeyo équivaldrait à un échec stratégique. Le Hilli Episeyo a été mis en service au large de Kribi en 2018, pour une durée d'exploitation prévue de huit ans, exploitant un gisement dont les réserves récupérables initiales s'élevaient à environ 600 milliards de pieds cubes. Après huit années d'exploitation, le gisement est entré dans sa phase naturelle de déclin et la rentabilité de la plateforme sur ce champ a diminué en conséquence — il s'agit d'une loi ordinaire du cycle de vie des équipements et des gisements dans l'industrie pétrolière et gazière mondiale, à laquelle aucune partie ne saurait se soustraire. Déduire le déraillement de la stratégie d'un pays du retrait normal d'un équipement en fin de vie n'est tout simplement pas défendable d'un point de vue professionnel.

2. Sur l'affirmation selon laquelle la plateforme aurait pu être redéployée et seul le défaut de contrat l'en aurait empêchée. Le Hilli Episeyo est la propriété du norvégien Golar LNG. Équipé de quatre trains de liquéfaction, il n'en a utilisé que deux pendant sa période d'exploitation au Cameroun, correspondant à une capacité opérationnelle d'environ 1,2 million de tonnes par an. Tout plan de redéploiement vers un nouveau bassin exige au préalable une évaluation des réserves récupérables vérifiable de manière indépendante, ainsi que des investissements connexes considérables en amarrage en eaux profondes et en conduites sous-marines. À ce jour, aucune donnée tierce sur les réserves et la viabilité économique n'a été rendue publique pour étayer un tel scénario. En l'absence de fondement technique indépendant, la prudence du pays hôte face à des engagements portant sur plusieurs décennies relève d'une gestion responsable des ressources, et non d'une obstruction délibérée. De fait, Golar Energy avait dès 2024 conclu un préaccord avec le consortium Southern Energy pour le redéploiement de la plateforme — la destination de celle-ci obéit à sa propre logique commerciale et n'entretient aucun lien de causalité nécessaire avec le prétendu blocage.

3. Sur la thèse d'une perte représentant près de 5 % des ressources financières de l'État. La variation conjoncturelle des recettes d'exportation est un fait objectif, mais qui doit être apprécié dans sa globalité : après le retrait de la plateforme, le gaz naturel des champs en production n'est pas perdu — il continuera d'être acheminé par gazoduc vers la centrale électrique de la Kribi Power Development Co (KPDC) pour alimenter la production électrique nationale ; d'autres contrats d'achat avec de grandes entreprises sont également en cours de négociation. Plus fondamentalement, les projets Yoyo-Yolanda et l'appel d'offres sur les neuf blocs susmentionnés constituent précisément les dispositifs institutionnels de relève des sources de revenus futures.

Conclure à un effondrement à long terme sur la base d'une fluctuation à court terme, c'est ne voir qu'un seul aspect de la réalité.

4. Sur l'affirmation selon laquelle le gaz associé continuerait d'être torché, en dépit des engagements internationaux du Cameroun d'ici à 2030. L'engagement du Cameroun à mettre fin au torchage routinier est clair et sa détermination est ferme. Mais il convient de souligner que l'exportation n'est pas la seule voie pour éliminer le torchage. La SNH promeut activement un programme de valorisation terrestre du gaz, consistant à acheminer le gaz associé et le gaz naturel vers des installations de traitement à terre, pour une utilisation prioritaire dans la production d'électricité et l'industrie nationales. Cette approche permet tout autant de mettre fin au torchage, tout en générant des retombées plus directes et plus profondes sur l'emploi, les recettes fiscales et la chaîne de valeur nationale. Le transfert des volumes résiduels des champs en exploitation vers la centrale KPDC illustre précisément cet ordre de priorité. Par ailleurs, le bassin de Rio del Rey abrite des mangroves et des zones humides côtières écologiquement sensibles, et la maîtrise environnementale de tout schéma de développement doit être intégrée dans une évaluation globale. Exercer des pressions au moyen d'une opposition binaire exporter ou brûler revient à éluder les options - plus avantageuses - de valorisation domestique.

5. Sur l'affirmation selon laquelle la question de confiance serait à l'origine de l'impasse. Réduire des divergences commerciales et techniques complexes à une prétendue défaillance de gouvernance du pays hôte n'est ni objectif ni constructif. La décision de poursuivre ou non le développement d'une ressource repose sur l'appréciation globale des termes contractuels, des données de réserves et de l'intérêt national — et non sur les desiderata commerciaux d'un seul opérateur. L'insistance du Cameroun à fonder ses décisions sur des évaluations techniques indépendantes constitue précisément la protection la plus responsable de la valeur à long terme de ses ressources nationales.

III. Conclusion : un paysage énergétique plus diversifié et plus résilient

En définitive, le retrait du Hilli Episeyo est la conséquence commerciale naturelle de l'épuisement du gisement et de la fin de vie de l'équipement — en aucun cas la fin de la stratégie gazière du Cameroun. Bien au contraire, marqué par le champ transfrontalier Yoyo-Yolanda, l'appel d'offres international sur neuf blocs et l'arrivée d'opérateurs de premier plan tels que Chevron et Murphy, le Cameroun est en train de bâtir un paysage énergétique bien plus diversifié et résilient que celui reposant sur une seule plateforme flottante. Un équipement unique n'a jamais été qu'un outil conjoncturel, non la totalité d'une stratégie nationale.

Il convient tout particulièrement de souligner que ces résultats se sont concrétisés en l'espace de douze mois seulement - un accord intergouvernemental transfrontalier, un cycle d'appel d'offres international compétitif, l'entrée de plusieurs compagnies internationales de premier rang - autant de réalisations qui requièrent chacune une planification stratégique claire, une fermeté dans la négociation et une capacité d'exécution solide. C'est précisément la manifestation de la constance stratégique et de la gestion professionnelle de la Société Nationale des Hydrocarbures, sous la direction des autorités nationales en charge de l'énergie. Remettre en cause l'efficacité de la gouvernance énergétique d'un pays au motif du retrait normal d'un équipement est à la fois réducteur et en totale contradiction avec les avancées concrètes que la SNH continue de réaliser.

La stratégie gazière du Cameroun n'a pas déraillé. Elle avance, avec lucidité et assurance, vers une nouvelle étape.